



FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

Séminaire « Investissement social »

**Entretenir, renouveler, protéger le capital humain
dans une perspective d'investissement social.**

**Formation tout au long de la vie, politiques
d'emploi et vieillissement actif**

Marine Boisson-Cohen
Experte référente et Adjointe au directeur
Département Société et Politiques sociales
France Stratégie

Bruno Palier
Directeur de recherche du CNRS
Sciences Po (Centre d'études européennes)
Codirecteur du LIEPP

Séminaire partenarial *L'investissement social : Quelle stratégie pour la France ?*

Séminaire conduit en partenariat par :

- la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF),
- la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS),
- France Stratégie (Commissariat général à la stratégie et à la prospective),
- le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP Sciences Po)
- la Fondation Apprentis d'Auteuil



Investissement dans la formation continue : la sixième séance thématique... avant conclusion en janvier

Séance 1 : Atelier inaugural, « L'investissement social : quelle stratégie pour la France? », le 26 janvier 2016, France Stratégie

Séance 2 : « Investir dans l'enfance, pour le développement des capacités et contre la reproduction des inégalités », le 31 mai 2016, Caisse des allocations familiales (CAF)/Centre social, Lille

Séance 3 : « Lutter contre la pauvreté : coût social ou investissement? », le 9 juin 2016, DGCS

Séance 4 : « Investir pour l'articulation vie familiale et vie professionnelle et l'égalité entre les femmes et les hommes », le 21 juin 2016, Sciences Po

Séance 5 : « Investir dans la jeunesse », le 21 septembre 2016, Fondation Apprentis d'Auteuil



Investissement social : des essais de définition...(1)

« L'investissement social invite :

- à préparer pour avoir moins à réparer, à prévenir, à soutenir et équiper les individus, ce qui suppose d'investir de façon précoce et continue dans leur éducation/leur formation, leur santé...
- à renforcer certaines politiques sociales et développer des services accessibles et de qualité : accueil de la petite enfance, éducation, formation tout au long de la vie, politiques d'aide aux jeunes, politiques actives du marché du travail, politiques de conciliation entre vie familiale et professionnelle, prise en charge de qualité des personnes handicapées et dépendantes. »

B. Palier, *La stratégie d'investissement social*, Etude du CESE, La documentation française, 2014, p. 19



Investissement social : des essais de définition...(2)

L'investissement social consiste à « *investir dans les personnes en adoptant des mesures pour renforcer leurs compétences et leurs capacités, leur autonomie et leur permettre de participer pleinement au monde du travail et à la société* » (Commission Européenne, 2015).

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1044&langId=fr>

Notamment, la capacité à acquérir des revenus par l'activité et plus largement à participer à la vie sociale, comme première protection contre le risque pauvreté et exclusion.



Au-delà des définitions, des enjeux généraux...

- Une perspective de réorientation du *Welfare* relativement consensuelle...
- ... un point d'appui analytique et critique
- ... mais à opérationnaliser (quelles recommandations : stratégie, politiques, instruments, etc.?)

Notamment, quand on parle d'investissement (par exemple, dans la formation continue) :

- Niveau d'investissement (*en fait-on assez ?*)
- Financement de l'investissement (*public, privé dont les ménages*)
- Allocation (*l'allocation des moyens est-elle pertinente ?*)
- Qualité des politiques (*design des politiques, modalités de mise en œuvre et efficacité... investir certes, mais avec quel impact ?*)
- Marges de manœuvre (*ressources contraintes et économie politique des réformes*)



Investir dans la formation continue : programme de la journée

- **Table ronde n°1** : Un nouvel âge en matière de besoins de formation continue ? Perspectives internationales.
- **Table ronde n°2** : Que sait-on de l'efficacité et des rendements individuels et collectifs de la formation continue ? Les enseignements des évaluations.
- **Table ronde n°3** : Les politiques, les expérimentations et les perspectives pour l'investissement dans la formation continue en France
- **Table ronde n°4** : Quelles conditions de réussite pour l'investissement dans la formation continue ?



Investissement social et formation continue : objectifs

- L'un des objectifs des politiques d'investissement social est de garantir une participation au marché du travail de tous, tout au long de la vie, dans les meilleures conditions.
- Ainsi, les personnes peuvent mener des carrières les plus complètes possibles, ce qui leur garantit des revenus plus élevés et plus de droits sociaux.
- D'un point de vue collectif, l'augmentation des taux d'emploi, du fait d'une participation accrue de tous au marché du travail, permet une augmentation des ressources fiscales et des cotisations sociales, gage de la soutenabilité des systèmes de protection sociale.



Investissement social et formation continue : enjeux

En France, **les taux de participation au marché du travail des moins qualifiés et des séniors sont bas.**

- Le taux de chômage des non diplômés est trois fois plus élevé que celui des personnes qui disposent d'un diplôme niveau bac + 2 en 2013. On compte 6 % de chômeurs chez les détenteurs d'un diplôme supérieur à bac + 2, contre 16,8 % chez les non diplômés (INSEE).
- En 2014, 50,7 % des personnes âgées de 55 à 64 ans sont actives en France métropolitaine : 47,0 % ont un emploi et 3,7 % sont au chômage. Le taux d'activité des 55-64 ans en France est inférieur de 5 points à celui de l'Union européenne en 2014 (contre 7 points en 2011 – DARES janvier 2016).
- Les mesures contraignantes (conditionnalité des allocations chômage, report de l'âge de départ à la retraite) ou incitatives à la reprise d'emploi (prime d'activité) ne semblent pas suffire pour augmenter les taux de participation de ces catégories au marché du travail.
- la France se situe en dessous des moyennes de l'OCDE s'agissant du niveau de qualification des adultes (PIAAC).



Investissement social et formation continue : difficultés

- Des questions d'accès et de recours à la formation
- L'efficacité, ainsi que le rendement, des formations existantes sont mis en cause
- Il ne suffit probablement pas de former les individus pour garantir positivement l'allongement de leurs carrières

... Une journée pour échanger.



Contacts :

Marine BOISSON-COHEN : marine.boisson@strategie.gouv.fr

Bruno PALIER : bruno.palier@sciencespo.fr

Plus de détails sur :

http://investissementsocial.org/?page_id=30

<http://www.strategie.gouv.fr/evenements/entretenir-renouveler-protger-capital-humain-une-perspective-dinvestissement-social>

